

CONTEXTE, CARACTERISTIQUES ET CONSEQUENCES DE LA CRISE MONDIALE ACTUELLE ET TRANSITION VERS L'APRES-CRISE

MIHALY SIMAI

Professeur Mihaly Simai
Membre de l'Académie des Sciences Hongroise

Les débats sur la première crise économique et financière du 21^{ème} siècle sont composés de perspectives à court et à long terme, d'approches théoriques et pratiques et, avant tout, d'un fort taux de spéculations hypothétiques. De nombreux chercheurs sociaux ont soulevés les questions suivantes : Y-a-t'il plusieurs crises mondiales et si oui, y-a-t'il eu une interaction entre elles et la crise financière et économique ?¹ Comment la crise peut-elle être décrite : cyclique, structurelle, systémique ou intégrant ces trois caractéristiques ? La crise est-elle terminée et aura t'elle un effet négatif sur le système mondial ? A-t'on dépassé l'ère de la globalisation et du néolibéralisme? Que sera ou devrait être un monde « post-libéral » ? Et ce n'est qu'une courte liste des interrogations émises lors des discussions mondiales, très riches et variées.

Il y a toujours eu, bien entendu, plusieurs types d'approches aux crises développés par différentes écoles concernant la définition, les causes, les conséquences et le rôle de chacun des acteurs principaux. En sciences sociales, les partisans de certains courants de pensées, sans parler des médias, parlent plus facilement de crise que d'autres, même pour qualifier une petite perturbation au sein d'un système.²³

Beaucoup de chercheurs sur le système capitaliste (phénomène mondial, restauré suite à l'effondrement des régimes socialistes), et non seulement les marxistes ou néo-marxistes, considèrent la conjoncture actuelle comme une crise du néolibéralisme. Un article intéressant, publié dans « Development Dialogue » dégage cinq domaines interdépendants sous le terme de crise : la crise de suraccumulation, la crise écologique, la crise d'intégration, la crise démographique et la crise de sécurité.⁴⁵

Ceux qui parlent d'une crise de globalisation ou de multilatéralisme représentent aussi un groupe important. Un journaliste-analyste américain reconnu, Fared Zachariah, a par exemple suggéré l'idée suivante :

¹ Voir par exemple la conférence annuelle mondiale des Economies du Développement in Stockholm (du 31 mai au 2 juin 2010). De nombreux participants ont fait référence à une triple-crise, la crise économique et financière, le défi du changement climatique et la préoccupation incessante de l'inflation des prix agro-alimentaires mondiaux. Il a été exposé que l'interaction de ces trois crises a ébranlé la prospérité des générations présente et future et les progrès en termes de réduction de la pauvreté et pour atteindre les objectifs des *Millennium Development Goals* (MDG). (L'article non-édité de Tony Addison et Wim Naudé « Responding to the Triple Crisis: Entrepreneurship, Innovation and Structural Change »)

² Il n'est pas lieu de discuter le concept de « crise ». Néanmoins, il est nécessaire de clarifier certains aspects de son utilisation ou de sa non-utilisation. Dans la littérature grecque, il a été utilisé dans les terminologies légale, médicale et rhétorique comme un tournant dans une décision ou un débat. Sa ré-apparence sociale date de la fin du 18^{ème} siècle, concernant des événements, périodes ou processus, épisodes critiques au sein d'un système, indiquant des dysfonctionnements structurels dans la société et dans l'économie.

A travers les processus politiques et les médias, ce concept est devenu important dans le vocabulaire de la culture politique du 20^{ème} siècle en tant que mot d'ordre – une alternative aux idées plus concrètes caractérisant d'importants troubles dans différents systèmes. La gestion de crise est devenue une tâche, développée non seulement par les sciences politiques, mais aussi par d'autres disciplines.

³ Probablement depuis le débat du livre d'Ehrlich, « La Bombe P », le célèbre rapport du Club de Rome et les premières crises énergétique et agro-alimentaire des années 1970, le concept d'une interrelation entre les différentes crises et le concept d'une ère de méga-crise sont entrés dans le dialogue mondial et beaucoup d'études ont été rédigées. Différents modèles informatiques ont facilité la quantification des interrelations entre différents domaines, sur lesquels des données suffisantes étaient disponibles.

⁴ Brie, Michael: Ways out of the crisis of neo-liberalism. Development Dialogue. N° 51 Janvier 2009 pp. 15-31 Uppsala, Suisse.

⁵ Soros, George: The Crisis of Global Capitalism. New York, Public Affairs, 1998 p. 176.

Plus largement, la crise fondamentale que nous connaissons est la globalisation-même. Nous avons globalisés les économies nationales. Le commerce, les voyages et le tourisme réunissent les gens. La technologie a créé des chaînes logistiques, des entreprises et des consommateurs mondiaux. Mais nos politiques restent principalement nationales. Cette tension est au cœur de nombreux krachs de cette ère – une discordance entre des économies interconnectées qui génèrent des problèmes mondiaux mais qui ne sont pas coordonnés avec des processus politiques pouvant apporter des solutions globales. Sans une meilleure coordination internationale, il y aura plus de krachs, et finalement les économies nationales protégées peuvent se retirer de la globalisation vers plus de sécurité – et une croissance lente.⁶

Il y a très peu de doute, cependant, que la crise économique, qui a commencé en 2007, puisse-t être qualifiée de la plus sérieuse crise mondiale depuis la Grande Dépression des années 1930, avec ses conséquences à long terme et, dans certains domaines, dévastatrices. Cela a commencé comme une crise financière et s'est rapidement diffusé, tout d'abord dans tout le système financier, puis dans les autres économies. Je veux souligner ici qu'une crise systémique n'implique pas l'effondrement d'un système, mais c'est une perturbation ou turbulence majeure qui bloque ou qui handicape sérieusement son fonctionnement. Cela peut, cependant, mener à l'effondrement de ce système avec des conséquences politiques, économiques et sociales mondiales sérieuses et souvent prévisible.

De l'environnement mondial de la crise actuelle

Il y a cinq ans, le Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, a fait une importante déclaration dans son Rapport à l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'état du monde. Il y a des périodes de l'Histoire où l'humanité se trouve dans un carrefour, et les chemins empruntés influence un grand nombre d'individus de manière fondamentale pour des centaines d'années. Nous sommes à l'heure actuelle dans une de ces époque, puisque les décisions que nous prenons pour les décennies à venir concernant d'importants problèmes tels que l'environnement mondial, les problèmes démographiques, la prolifération des armes nucléaires et beaucoup d'autres challenges toucheront les vies de milliards d'individus dans le monde entier pour des générations indéfinies. Cela est dû aux changements plus ou moins sans précédent.

Dans un de mes ouvrages, je qualifie les dernières décennies du 20^{ème} siècle et les premières décennies du 21^{ème} siècle⁷ comme une époque faite de multiples transformations mondiales, avec de nombreuses conséquences négatives, mais aussi avec parfois d'importantes opportunités pour certains acteurs de la mondialisation. J'ai mêlé à mon approche l'inspiration théorique et conceptuelle de « La grande transformation » de Karl Polanyi. La transformation démographique, la super-urbanisation, les changements dans la structure du pouvoir mondiale et les conséquences de la crise écologique globale, entre autres, prennent racine dans l'héritage du 20^{ème} siècle⁸.

Les conséquences du nouveau système capitaliste mondial émergeant dans le processus de globalisation, dans le rôle des états dans le développement économique et social et dans les différentes régions du monde sont peut-être davantage visibles dans les dernières décennies du 21^{ème} siècle. Le concours de transformations majeures dans une période donnée est rare dans l'Histoire. Les différentes transformations, les nouveaux facteurs évoluant et les forces ont déjà conduit à un monde complexe, divers et turbulent lors du 21^{ème} siècle. Elles expliquent aussi pourquoi les conséquences de ces crises, en tenant compte en

⁶ Newsweek, 22 Juin 2009

⁷ Mihaly Simai : The Age of Global transformations: the Human Dimensions. Budapest, Academia, 2000

⁸ Le 20^{ème} siècle a, en effet, été une des périodes les plus controversées de l'Histoire. C'était le temps du nationalisme et de l'internationalisme sous différent drapeaux et idéologies, via l'utilisation d'instruments pacifiques ou violents. C'était le siècle de la décolonisation, la désintégration des grands empires. Ce siècle a inclus des pires dictatures de l'Histoire et l'élargissement sans précédent de la liberté et la démocratie. Des révolutions et contre-révolutions, des guerres mondiales, des conflits religieux, de classes, idéologiques et ethniques ont pavés la route accidentée vers le 3^{ème} millénaire. Les bonnes âmes de la société civile prêchant la solidarité entre les hommes, les fondamentalistes dogmatiques, violents et bornés, d'abord qualifiés de terroristes puis qui, plus tard, sont devenus les chefs de leurs nouveaux états, des dirigeants politiques responsables de massacres de millions de personnes et qui sont toujours considérés comme leurs héros par certains groupes, organisations mondiales de criminels et beaucoup d'autres groupes étranges, violents ou non violents, étaient parmi ces acteurs principaux. Quatre-vingt-dix pour cent des chercheurs qui ont vécu et travaillé dans l'Histoire ont formé et développé le rapide progrès de la science et de la technologie, incarnées par de nouveaux produits, processus, biens de consommation et systèmes d'armes effroyables. Une amélioration radicale de la qualité de vie de plusieurs millions, la pauvreté et la misère de masse, les attentes, la déception et le désespoir de milliards font tous parties de l'héritage controversé du siècle qui nous précède.

particulier de la crise actuelle, peuvent considérablement différer du Nord au Sud, mais aussi pour chaque pays développé et en voie de développement.

Les différentes crises ont souvent été considérées comme des étapes importantes ou des tournants dans l'Histoire, marquant certaines fins : la fin de l'histoire, la limite de la géographie et de l'état-nation. AU sujet de la crise actuelle, il est subitement devenu en vogue d'anticiper la « fin de la globalisation », la fin du néolibéralisme ou même la fin du capitalisme. Beaucoup, dans le monde académique, rejettent les prophètes néolibéraux favorables à Schumpeter, Keynes et même Marx dans la tentative de découvrir le futur du système capitaliste.

De la crise du Capitalisme

C'est article n'est pas le lieu d'un analyse théorique de la réalité des concepts de « fin ». De mon point de vue, le Capitalisme de l'époque post-Guerre Froide, la restauration de sa prédominance mondiale n'est que le début d'un nouveau système capitaliste du 21^{ème} siècle. L'économie mondiale, qui est en fait le point de départ économique du système capitaliste mondial et qui est le domaine principal de globalisation, est plus grande que jamais elle ne l'a été dans l'Histoire puisqu'elle est reflétée par la taille du produit mondial, du capital cumulé existant et fonctionne de différentes façons, le volume de la consommation mondiale. Les acteurs non-étatiques les plus importants dans le système, les sociétés transnationales, occupent un rôle dominant dans presque tous les secteurs de l'économie mondiale.

Certains auteurs, sans être nécessairement des détracteurs du système, envisagent cette époque dans le contexte, plus large, de la crise du capitalisme global. George Soros, dans une de ses œuvres, publiée longtemps avant le début de la crise, évoque la crise du capitalisme global. Par « système capitaliste global », Soros ne parlait pas de capitalisme comme un système de production mondial dans un but de profit, mais dans le sens plus étroit des accords financiers du monde actuel qui permettent, plus ou moins, une libre circulation de capital dans le monde, dont les taux d'intérêt, les taux de change et les marchés de valeurs de divers pays sont intimement interdépendants, et les marchés financiers mondiaux exercent une influence énorme sur les conditions économiques. Ce sont ces arrangements – ce simple marché financier mondial – qu'il dit être en danger de désintégration ; ce qui, bien sûr, serait différent de l'effondrement du capitalisme. « Pour en parler sans ambages, nous sommes confrontés à un choix entre la décision de réguler internationalement les marchés financiers ou de laisser ça à chaque état individuel pour protéger ses propres intérêts au mieux. Cette dernière option mènera sûrement à la panne du système circulatoire gigantesque, qui porte pour nom capitalisme global. »

Soros n'a pas tenu compte dans ses écrits le système capitaliste global « restauré » du 21^{ème} siècle, qui diffère dans de nombreux aspects du capitalisme, la caractéristique universelle détraquée en 1917. Premièrement, c'est un système dynamique, hiérarchique et multipolaire. En haut de la hiérarchie sont toujours les Etats-Unis, le seul pouvoir global multidimensionnel. Ces états, dont la puissance est basée sur plusieurs facteurs tels qu'une économie grande et développée, une armée forte, une influence dans la politique et la diplomatie mondiales, et une sphère informationnelle efficace, acquièrent des avantages considérables. Le système est, cependant, beaucoup plus varié qu'il l'était au 19^{ème} siècle et dans les premières années du 20^{ème} siècle. Ce n'est pas le capitalisme des « empires territoriaux ». Selon certains analystes, il y a des empires économiques, mais même ceux qui utilisent ce concept doivent reconnaître que leur rôle est assez différent que celui des empires politiques. Il peut y avoir, bien entendu, des dangers que les micro-, mini- ou petits états à la merci des forces économiques globales peuvent facilement devenir des états clients. Tout comme pour la façon dont fonctionne le système, je pense que la toute première évaluation du capitalisme, après l'effondrement des régimes socialistes, a été proposée par Jean-Paul II dans sa Lettre Encyclique « Centesimus Annus » de 1991⁹. C'est un avertissement d'autant plus important qu'il était le début des années 1990 :

« [...] peut-on dire que, après l'échec du communisme, le capitalisme est le système social qui l'emporte et que c'est vers lui que s'orientent les efforts des pays qui cherchent à reconstruire leur économie et leur société ? Est-ce ce modèle qu'il faut proposer aux pays du Tiers-Monde qui cherchent la voie du vrai progrès de leur économie et de leur société civile ?

La réponse est évidemment complexe. Si sous le nom de « capitalisme » on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et

⁹ Jean-Paul II (1991), à l'occasion du centenaire de l'Encyclique *Rerum Novarum*. Centesimus Annus, Lettre Encyclique. La Documentation Catholique, n° 2029 pp. 539

de la responsabilité qu'elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive, même s'il serait peut-être plus approprié de parler d'« économie d'entreprise », ou d'« économie de marché », ou simplement d'« économie libre ». Mais si par « capitalisme » on entend un système où la liberté dans le domaine économique n'est pas encadrée par un contexte juridique ferme qui la met au service de la liberté humaine intégrale et la considère comme une dimension particulière de cette dernière, dont l'axe est d'ordre éthique et religieux, alors la réponse est nettement négative.

Il continue :

« La solution marxiste a échoué, mais des phénomènes de marginalisation et d'exploitation demeurent dans le monde, spécialement dans le Tiers-Monde, de même que des phénomènes d'aliénation humaine, spécialement dans les pays les plus avancés, contre lesquels la voix de l'Eglise s'élève avec fermeté. Des foules importantes vivent encore dans des conditions de profonde misère matérielle et morale. Certes, la chute du système communiste élimine dans de nombreux pays un obstacle pour le traitement approprié et réaliste de ces problèmes, mais cela ne suffit pas à les résoudre. Il y a même un risque de voir se répandre une idéologie radicale de type capitaliste qui refuse jusqu'à leur prise en considération, admettant a priori que toute tentative d'y faire face directement est vouée à l'insuccès, et qui, par principe, en attend la solution du libre développement des forces du marché. »

Les façons de par lesquelles les différents modèles de capitalisme ont contribué à la croissance économique, l'inégalité et l'instabilité grandissante, dépendent beaucoup de facteurs propres au pays. Le système américain, dans lequel la crise globale a éclaté, a été caractérisé comme un marché libre libéral régulé. Bien qu'en principe, la plupart des régulations financières nécessaires étaient « disponibles », elles n'ont pas été mises en pratique. L'autre modèle de capitalisme, les différentes configurations et vestiges de l'état providence en Europe, avec un niveau relativement élevé de dépenses, profondément intégré à l'économie mondiale, en particulier avec les Etats-Unis par les conglomérats financiers mondiaux et les sociétés transnationales, a été particulièrement touché par la crise. Le modèle sociétal japonais et dans d'autres pays d'Asie s'est aussi révélé vulnérable de par sa dépendance aux marchés mondiaux. Les conséquences de la crise sur les différents hybrides systémiques dans le monde en développement des anciens pays socialistes dépendaient de leur interconnexion avec le monde développé, le volume de leurs réserves et les capacités de leur gouvernement à protéger leur économie ou à mettre en application des mesures intérieures stimulantes. Certains de ces pays ont pu mieux gérer les conséquences financières de la crise, principalement car ils avaient des réserves substantielles et car leur système financier n'avait pas été chargé de mauvaises sécurités.

Formes et conséquences

A ses débuts, la crise actuelle était correctement considérée comme une crise bancaire, de crédit ou financière par la plupart des experts. Les crises financières et bancaires ont une longue histoire, aussi vieille que l'existence du secteur financier lui-même. Bien que tous les marchés soient imparfaits et sujets à l'échec, les marchés financiers sont plus enclins que les autres à faillir car ils sont infestés de trois défauts particuliers : une information asymétrique, un comportement de masse et des mouvements de panique qui se nourrissent d'elles-mêmes. Des flux financiers instables mènent souvent à une des trois sortes de crises : les crises fiscales. Le gouvernement perd brusquement la capacité de rembourser les dettes extérieures et attire de nouveaux emprunts extérieurs, en forçant éventuellement le gouvernement à reprogrammer ou ne pas régler ses obligations. Crises des taux de change. Les participants au marché changent brusquement leurs demandes d'actifs en devise domestique pour des actifs en devise étrangère, réduisant les réserves de devise étrangère de la banque centrale dans le contexte d'un système de taux de change indexé.

Crises bancaires. Les banques commerciales perdent brusquement la capacité de refinancer des instruments de marché (par ex. certificat de dépôt) ou font face à un soudain décaissement de fonds du à des dépôts à vue, ainsi rendant les banques non-liquides et éventuellement insolubles¹⁰. Ce qui est commun à

¹⁰ Les crises financières ont été définies dans différents manuels comme une situation où la chaîne capitale du système financier se brise. Superficiellement, il n'y a pas assez d'argent dans le système économique. En fait, la raison est que la circulation de devise n'est pas bonne. Les entreprises ou entrepreneurs n'ont pas ou manquent de fonds et ne peuvent obtenir de prêt des banques. L'argent ne peut circuler librement. Les entreprises font faillite, ou réduisent la taille de leur production, ou même ralentissent leur expansion commerciale. Le recul dans l'industrie de production et de manufacture peut être vu directement par moins de demandes et un volume de d'acquisitions des importateurs

presque toutes les crises est le développement d'un effet de levier excessif dans le système et l'explosion inévitable de la bulle financière qui résulte d'un tel effet de levier. Les grandes crises se suivent, mais n'ont jamais une forme identique, car l'évolution en spirale est typique du capitalisme, qui n'a jamais deux fois la même configuration. Chaque crise financière tend à être nouvelle et originale en termes d'origines structurelles et d'interaction de son mécanisme de causes et contagion. Il y a un changement structurel profondément enraciné à long terme, dans le sol dans lequel la crise actuelle s'est développée, et il y a des causes à plus court terme.

La structure de l'économie mondiale a radicalement changé pendant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Parmi les changements sectoriels, directement liés à la crise, le plus important a été la « densification » des circuits financiers, la croissance rapide du secteur financier ou l'expansion de l'économie virtuelle. C'est cette partie du système économique national et mondial où il n'y a plus de production matérielle et les mouvements d'argent, de titres, d'obligations et d'autres instruments financiers. Depuis les années 1980, il s'est développé trois fois plus vite que l'économie « réelle » : l'industrie, l'agriculture, les transports liés, la communication et le commerce. Le développement de l'économie virtuelle a stimulé la croissance sans précédent des centres financiers internationaux. Au moyen-âge, des « cités » ont émergé comme les carrefours marchands. Au 20^{ème} siècle, d'importants centres d'échanges financiers internationaux ont émergé, regroupant bourses de titres et de marchandises, en tant qu'institutions financières privées. Pendant les dernières décennies du siècle, ils sont devenus les concentrations de l'économie virtuelle. Les acteurs principaux de ces centres étaient des conglomérats financiers, des entreprises d'assurances et des banques commerciales et d'investissement, des courtiers, des maisons de courtage, etc. Ces centres, tels Londres, New York, Tokyo, Hong Kong, Shanghai, Singapour, Francfort, Paris, Amsterdam, Genève, Dubaï, etc. ne sont pas seulement liés par la mobilité du capital, mais aussi par la connexion des bourses, qui fonctionnent 24 heures sur 24. Ils jouent un rôle cruciallement important dans la spéculation et aussi dans la propagation rapide des mouvements de panique. Ces centres sont également devenus très importants pour les économies nationales. Le centre de Londres est responsable de 15% du PIB du Royaume-Uni.

Tous ces changements ont promu un degré sans précédent d'innovations financières. En particulier dans des économies avancées telles que les Etats-Unis et le Royaume-Uni, le secteur financier a compté pour une part non viable dans les profits des entreprises et la croissance de ces profits. Bien que l'économie virtuelle et l'économie réelle soient reliées à la fois dans la structure nationale et le système international, la vitalité de l'économie réelle – l'économie à laquelle la plupart des gens dépendent pour leur subsistance – a été sapée. Pendant une période de forte croissance mondiale, flux de capitaux en expansion et stabilité prolongée, les participants aux marchés recherchaient des rendements plus élevés sans appréciation adéquate des risques et ont manqué à l'attention qu'il convenait d'avoir. L'instabilité et la volatilité de l'économie virtuelle peuvent dévaluer la base économique des vies réelles, ou, dans des macro-scénarios, peuvent assez rapidement mener à l'effondrement des économies nationales et régionales.

Une politico-économiste britannique remarquable, Susan Strange, a appelé ce processus le « capitalisme de Casino » en se référant à l'opinion de Keynes. Dans son livre, « Casino Capitalism », Susan Strange compare le système financier occidental à un immense casino. Comme dans un casino, « le monde de la haute finance offre aujourd'hui aux joueurs un choix de jeux. Au lieu de la roulette, du black jack, ou du poker, il y a une transaction à faire – le commerce extérieur et toutes ses variations ; ou en obligations, titres d'Etat ou actions. Dans tous ces marchés, on peut faire des paris sur le futur en faisant des accords à terme et en achetant ou vendant des options et toutes sortes d'autres inventions financières abstrus. Certains des joueurs – les banques, en particulier – jouent de très grosses mises. Il y a aussi de nombreux petits opérateurs. Il y a, également, des pronostiqueurs, vendant des conseils, et des colporteurs des systèmes pour les crédules. Et les croupiers de ce casino financier mondial sont les grosses banques et les courtiers. Ils jouent, en quelque sorte, « pour la maison ». Ce sont eux, à long terme, qui gagnent le mieux leurs vies. » Elle continue pour remarquer que la grande différence entre les sortes de jeux ordinaires et la spéculation

substantiellement réduit. Du côté des distributeurs, les stocks sont vendus dès que possible à prix bas pour récupérer de l'argent, et contrôler les stocks ou même ne pas en avoir. Puisque l'agitation financière frappe le commerce régulier, cela résulte dans une importante fluctuation du taux de change et une dépréciation de devise. Pour résultat, le coût des passations de marché sera plus fort. Le commerce est sévèrement atteint par l'augmentation du coût d'acquisition et la diminution du pouvoir d'achat à la fois. A ce moment, les marchands ont, plus que jamais auparavant, besoin de biens bon marché pour compenser la perte causée par le choc financier. Si le volume des ventes de biens à bas prix augmente dans un pays ou une région, les conflits commerciaux entre les pays échangeant arriveront, sans exception, pendant le temps de la crise financière. S'il y a trop de biens importés dans un pays, cela mènera directement à l'augmentation du protectionnisme commercial et davantage de barrières commerciales qui violent le principe de commerce libre et équitable.

dans les marchés financiers est qu'on peut choisir de ne pas jouer à la roulette ou au poker, alors que tout le monde est affecté par le « capitalisme de Casino ». Ce qui se passe dans les services administratifs des banques et des fonds de placement « peut avoir de soudaines, imprévisibles et inévitables conséquences sur chaque individu. »¹¹

Chaque crise financière porte une ressemblance aux autres crises et, dans la plupart des cas, passe par des phases similaires, mais chacune d'entre elles a ses propres caractéristiques.

Les spécificités de la crise actuelle ne sont pas seulement son caractère profond et sa propagation mondiale, mais sa transmission relativement rapide à l'économie réelle. Ses conséquences peuvent aussi être plus généralisées, et les pires depuis la Grande Dépression. Cela a commencé aux Etats-Unis, où la croissance économique des années précédentes ont en fait été une bombe financée par la dette. Le rôle de la dette, ou comme on l'appelle de nos jours dans le vocabulaire financier l'« effet de levier », a aussi été important en Europe. La bulle immobilière des Etats-Unis a été gonflée par les flux de capitaux mondiaux. La bulle financière européenne comprenait des prêts massifs à l'Europe de l'Est et l'Amérique latine. Ces bulles régionales ont été amplifiées et reliées par un système financier global qui a permis aux capitaux de circuler facilement dans le monde. De nombreux experts ont anticipé que dans le cas où le secteur financier de la plus grande économie du monde, dont la devise et les institutions sont au cœur du système financier mondial, entrait dans une crise profonde, la crise résultante se répandrait et deviendrait mondiale. La crise a été étendue à l'économie réelle par des voies renforcées mutuellement : le « resserrement du crédit », c'est-à-dire la limitation de disponibilité des crédits pour les fonds de roulement, le commerce et les investissements, qui a aussi rendu les décisions de dépenses des consommateurs et des investisseurs de plus en plus réservés, amenant moins de production et du chômage. Cela a réduit les flux de commerce international, de capital et de paiements. L'économie globale est entrée dans un cercle vicieux de liaisons vers le bas. Le secteur financier s'est encore plus affaibli. La faiblesse du secteur financier a affaibli l'économie réelle. Les responsables politiques ont lentement appris qu'ils avaient affaire à deux crises sévères à l'échelle mondiale, dans le système financier et dans l'économie réelle. Puisque la crise économique s'est propagée des marchés financiers aux économies réelles dans plusieurs pays dans le monde, les gouvernements se sont naturellement concentrés sur des mesures à court terme pour limiter les dégâts. Des avantages pour stimuler l'artisanat et les renflouements financiers pour s'occuper des problèmes immédiats ont pour de nombreuses raisons été une priorité pour les responsables politiques.

Les dépenses sociales de par le budget fiscal aux échelles nationale et internationale ont été une option répandue pour s'occuper de l'accumulation d'une dette dangereuse et de banqueroutes. La plupart des gouvernements, qu'ils aient été conservateurs ou socio-démocrates, américains ou scandinaves, ont dû recourir à cette méthode dans le but d'éviter un effondrement potentiel de tout le système bancaire et financier, et éviter une augmentation mondiale majeure du chômage.

Au-delà des causes immédiates et des implications de la crise, un certain nombre de facteurs spécifiques ont mené aux krachs boursiers. Le sot dans lequel la crise financière s'est développée a été un réseau international des déséquilibres de comptes actuels majeurs, reflétant les déséquilibres nationaux entre les épargnes et les investissements dans les pays majeurs, qui ont débutés en croissant rapidement après 2000.

Il y a eu une sur-confiance dans la force du secteur financier. Premièrement, l'effet de levier excessif est arrivé dans une période où un consensus plus fort s'est développé, en suivant le processus de Bâle, sur le besoin du capital suffisant requis par toutes les institutions bancaires. De plus, on croyait que les capacités de gestion du risque financier ont été développées au sein de grandes institutions financières pendant cette période de croissance très rapide, peu commune de par son ampleur et également la sophistication du système financier. Avec une dérégulation financière dans un certain nombre de pays, particulièrement les Etats-Unis et le Royaume-Uni, les institutions financières ont aussi grandi en complexité. Les conglomérats financiers ont commencé à répandre leur activité dans pratiquement toutes les fonctions financières en-dessous d'un système : la banque, l'assurance, la gestion d'actifs, la vente de sociétés, l'investissement bancaire, le courtage, le courtage pour compte propre et autres. La stabilité relative des marchés financiers, reflétant le coût faible des fonds et une croissance économique solide, a mené à une sous-évaluation considérable du risque. Les normes d'attribution de prêts ont été diminuées et l'effet de levier a augmenté. L'augmentation de l'effet de levier a rendu plus nette l'exposition au risque de liquidité des institutions financières puisqu'elles dépendaient de plus en plus des marchés de gros pour se financer, ces financements étant de plus en plus à court terme. La situation a été aggravée par la propagation de marchés à risque et

¹¹ Strange, S.: *Casino Capitalism*, Manchester, U.K: Manchester University Press, 1986

d'innovations. Des produits financiers nouveaux, complexes ont obscurci les risques et ont contribué à une sérieuse manipulation des prix. Durant la première décennie du siècle, l'intermédiation de crédit sécurisée et les dérivés associés ont cru à une vitesse sans précédent. Les bulles de crédit ont émergé dans plusieurs régions du monde, qui a rapidement commencé à exploser avec l'étalement du désarroi financier. L'effondrement de Lehman Brothers a été une conséquence et une origine de plus à ce désarroi en créant des mouvements de panique et a aggravé la sévère érosion de la confiance dans les marchés financiers. Cependant, ce n'était pas seulement la boucle de rétroaction nuisible entre les activités économiques financières et réelles qui a étendu la crise financière à l'économie réelle. Cela a, évidemment, limiter la circulation de fonds en provenance du système financier vers l'économie réelle, mais un ensemble de problèmes plus ou moins isolés a émergé dans l'économie réelle : l'augmentation rapide d'un excédent de capacités dans les industries principales.

La crise a produit ou exacerbé des impacts sérieux et étendus, bien que différenciés, autour du globe. Les impacts négatifs, qui ont été rapportés par de nombreux états, différent selon le pays, la région, le niveau de développement et la gravité, comprennent les suivants :

- Augmentations rapides du chômage, de la pauvreté et de la faim
- Ralentissement de la croissance, repli économique
- Effets négatifs sur les balances commerciales et les balances des paiements
- Baisse du niveau des investissements directs à l'étranger
- Variations des taux de change fortes et instables
- Déficits budgétaires grandissant, chute des recettes fiscales et réduction de la marge de manœuvre budgétaire
- Repli du commerce international
- Augmentation de la volatilité et chute de prix des produits primaires
- Déclin des versements aux pays en développement
- Nette réduction des recettes touristiques
- Inversion massive des entrées de capitaux privées
- Réduction de l'accès au crédit et au financement du commerce
- Réduction de la confiance publique dans les institutions financières
- Réduction de la capacité à maintenir des filets de sécurité sociale et à fournir d'autres services sociaux, tels que la santé et l'éducation
- Augmentation de la mortalité maternelle et infantile
- Effondrement du marché de l'immobilier

*Il existe différentes évaluations de différentes organisations et experts académiques concernant les pertes mondiales attribuées à la crise.*¹² Bien que les coûts totaux de la crise, dus au déclin des PIB et aux pertes directes, prendront des années à tous être identifiés, il est déjà clair que l'économie mondiale a souffert de dommages énormes.¹³ Les déclin de participation et les valeurs immobilières anéanties de 28 800 milliards de dollars de richesse mondiale en 2008 et pendant le premier semestre de 2009. Une partie a été récupérée. Les coûts de « gestion » de la crise financière mondiale se sont élevés, au deuxième semestre de 2009, à environ 11 900 milliards de dollars. Ce montant inclus les apports de capitaux pour renflouer les banques dans le but de les prévenir de l'effondrement, le coût d'absorption les soi-disant actifs toxiques, les garanties sur dette et le soutien de liquidité par les banques centrales. Cela s'élève à environ 20% de la production économique mondiale totale annuelle. La majeure partie de cet argent vient de pays développés avec un total de 10 200 milliards de dollars pendant que les nations en voie de développement ont contribué à hauteur de 1 700 milliards de dollars, dont la majorité vient de la banque centrale pour soutenir leurs secteurs financiers. Le déficit budgétaire cumulé des pays qui font partie du G20 est estimé à 10,2% du PIB en 2009, le plus important depuis la Seconde Guerre Mondiale. Les Etats-Unis se sont trouvés face au plus gros déficit puisqu'il s'élevait à 13,5% du PIB. La circulation internationale de capital a chuté de plus de 80%. Les gouvernements ont pris de bonnes mesures pour sauver les banques et quelques grandes sociétés mais n'ont

¹² FMI et OIT

¹³ La crise financière a causé une perte de production dans les économies avancées – même si la croissance reprend. Les crises financières ont des effets particulièrement féroces sur le PIB – comme la Grande Dépression des années 1930 et la stagnation du Japon dans les années 1990 l'illustrent. L'investissement tombe dans la récession, et avec lui la production future. Pour 88 crises bancaires dans les pays avancés, émergents et en voie de développement, le FMI estime que la production par habitant a diminué d'environ 10% par rapport à la tendance avant-crise, en moyenne. Et la perte n'a toujours pas été réparée sept ans après une crise moyenne. Dans très peu de cas, la production a suffisamment repris après une crise financière pour rendre le PIB comme il était avant la crise. (Les *Perspectives de l'économie mondiale* de 2009 du FMI offre une explication détaillée des causes).

pas tenu compte des dangers et tâches à plus long terme. En résultat, il est possible que les contribuables aient à payer deux fois, d'abord pour les renflouements et ensuite pour la dette et faire face aux réductions budgétaires des services publics et sociaux.

Au-delà des coût de la crise et de leurs conséquences se trouve un problème à long terme particulièrement important, la « crise de l'emploi » mondiale avec pour conséquence à long terme une croissance sans emplois. Plus de 40 millions de personnes ont perdu leurs emplois. La plupart au chômage, quelques uns d'entre eux sont entrés dans la catégorie des travailleurs à temps partiel. Ce sont probablement les plus dangereuses conséquences sociales de la crise, aggravant également la pauvreté et les inégalités.

Ces déclarations « officielles », énonçant la crise comme terminée, peuvent être techniquement correctes dans les pays les plus importants tant que la croissance du PIB est concernée. La question cruciale étant la suivante : la crise sera-t-elle suivie par une période plus ou moins stagnante de déclin économique, caractérisée par une montée du chômage, important et soutenu, et une légère augmentation de la demande ? Selon les estimations de l'OIT, il y a toujours des emplois à risque, et le niveau d'emploi de l'avant-crise ne sera pas restauré avant 2015.¹⁴

Les perspectives de la globalisation dans le monde de l'après-crise

De même, il est difficile de savoir dans quelles mesures les conclusions tirées de la crise actuelle vont changer le fonctionnement du système mondial et dans quelles mesures elles vont changer le fonctionnement de l'économie mondiale, et notamment celui du système financier.

La réponse à ces à ces importantes questions dépendent tout d'abord de décisions politiques dans les états les plus importants puis de l'efficacité de la coopération multilatérale, particulièrement de l'harmonisation des politiques nationales. Une problématique importante qui peut entraver les efforts de coopération internationaux est la lutte pour une meilleure compétitivité internationale par les économies nationales. Comme le poids de l'économie mondiale s'est déplacé de l'Ouest vers l'Est, l'Asie est devenue le plus grand bassin industriel. Le rôle montant des nouveaux acteurs transnationaux de l'Est et du Sud ont changé la configuration des chaînes de valeur mondiales et de la concurrence mondiale. L'autre problème est la difficulté à réguler les flux commerciaux reliés entre eux, les mouvements de capitaux, les entrées et sorties d'IDE, la circulation des technologies et la migration internationale. Les régulations dans un domaine peuvent influencer négativement le fonctionnement du système comme un tout. La crise globale du 21^{ème} siècle a aussi prouvé que les politiques nationales peuvent souvent être invalidées pas des processus et transactions globaux sur lesquels les gouvernements ont peu ou pas de contrôle.

Beaucoup d'analystes ont anticipé que la crise ébranlerai le processus de globalisation et, comme après 1933, le protectionnisme deviendrait de nouveau la tendance dominante. Jusqu'ici, la crise n'a pas fait « dérailler » la globalisation. Quelques mesures protectionnistes ont été introduites dans certains pays. Selon l'OMC, elles ont influencés environ 1% du commerce mondial. Les politiques nationales ont compris que parmi les alternatives au processus de globalisation ; la désintégration économique, le nouveau nationalisme, le régionalisme concurrentiel et les nouveaux conflits représentent les dangers majeurs à tous les pays, mais plus précisément pour les états plus petits et vulnérables. Parmi ces acteurs, particulièrement intéressés au soutien d'une économie mondiale relativement libérale, les sociétés transnationales ont joué un rôle majeur. Leurs intérêts de base sont fortement liés à un système économique libéral mondial. La libéralisation générale des échanges et des flux financiers et la globalisation financière, couplées à une interdépendance mondiale aux télécommunications et aux flux informationnels, sont indispensables à leurs activités. La crise a représenté un défi majeur pour elles aussi. Parmi ces entreprises intégrées mondialement, les conglomérats financiers internationaux ont été les premiers à être mis à l'épreuve, au début de la crise. Beaucoup de ces institutions financières transnationales se sont soudainement retrouvées dans une position difficile et ont dû commencer à chercher le soutien du gouvernement. Dans certains cas, les gouvernements se montraient coopératifs – les gouvernements individuels devaient aussi aider les institutions internationales bancaires et d'assurance. Les ressources publiques sont devenues nécessaires pour beaucoup de firmes internationales dans la production automobile et dans d'autres industries. L'importance des sociétés transnationales en tant qu'acteurs mondiaux va au moins perdurer, ou même augmenter dans le monde de l'après-crise grâce à leurs forces concurrentielles, basées sur des compétences financières, technologiques, organisationnelles et managériales. La crise a cependant accéléré les changements dans leur « club ». Les STN de Chine, d'Inde, de Russie et du Brésil ont utilisées les opportunités pour accroître leur activité mondiale.

¹⁴ Rapport sur le travail dans le monde 2009 : La crise mondiale de l'emploi et l'après crise. OIT Genève, 2009.

La meilleure efficacité de la coopération multilatérale est probablement la plus importante condition de viabilité de la globalisation dans le monde de l'après-crise. Puisque le monde a migré vers une phase plus incertaine d'interconnexion mondiale avec les dangers de vulnérabilités mutuelles, la crise mondiale a représenté un défi important pour toutes les institutions de coopération multilatérale. Quatre problématiques très importantes devront être adressées au cadre national et également au système de coopération multilatérale :

La gestion appropriée des défis politiques et sociaux mondiaux afin d'éviter les conflits internationaux ;

Le soutien des canaux (flux physiques, flux de capitaux, flux informationnels, transport, tourisme, etc.) qui relie les économies domestiques, la consommation, les investissements, les innovations et autres sources de croissance ;

La stabilisation et la régulation appropriée du secteur financier, comprenant les implications nationales et mondiales ;

La modération de la pauvreté et la promotion de l'emploi dans un environnement mondial concurrentiel.

L'existence et l'importance croissante des problèmes mondiaux est un autre facteur de besoins pour la coopération mondiale et les actions collectives. La viabilité du système dépend de plus en plus des capacités des pays à garder un monde uni avec l'aide de quelques forme et structure de gouvernance mondiale. La crise économique mondiale a accéléré la transformation d'une redistribution du pouvoir politique et économique mondial. Cependant, lors de cette phase, personne ne peut tenir de conclusions concernant ses conséquences à long terme. La sécurité complète, mondiale, forte et viable restera bien sûr fondamentalement importante dans la coopération multilatérale future. La crise a prouvé que la sécurité économique mondiale en devrait être un composant majeur.

Le rôle restructurant, vaste et central du G20 dans le processus de gouvernance mondiale a probablement été l'« innovation » la plus importante dans le cadre institutionnel de la coopération multilatérale du 21^{ème} siècle comme conséquence de la crise. *C'est une question importante, mais restée ouverte qui se pose : cette innovation institutionnelle a-t-elle impliqué les débuts d'une nouvelle ère dans la gouvernance mondiale ?* Les initiatives les plus importantes du G20 ont inclus le rôle nouveau du FMI et ses possibilités accrues, ainsi que la coordination de certaines mesures nationales de gestion de crise. Il est cependant devenu évident que les états-acteurs majeurs non pas d'engagement ferme, une vision complète et les moyens financiers pour prendre l'initiative et porter la responsabilité de mettre en application ces changements, qui pourraient gérer et réduire les sources principales de ces risques mondiaux qui sont aussi responsables de la crise. Deux domaines très importants requièrent des actions urgentes. L'un d'entre eux est le développement d'un système de contrôle mondial ferme et efficace du secteur financier.

L'autre domaine est la gestion de *la crise mondiale de l'emploi, qui est une source clé de problèmes sociaux et de pauvreté.* Dans de nombreux pays, la croissance économique, ayant duré plusieurs décennies avant la crise économique et financière, n'a pas fournie d'opportunités d'emploi proportionnellement à l'augmentation rapide de personnes ayant l'âge de travailler dans le monde. La crise a aggravé cette situation. On estime qu'en 2008, quelques 633 million de travailleurs (21,2% des travailleurs dans le monde) vivaient avec moins d'1,25 dollars par jour pour leur famille. Du fait de la crise économique et financière, on estime qu'en 2009, 215 million de travailleurs se sont ajoutés à ce nombre, comprenant 100 million de travailleurs en Asie du Sud et 28 million en Afrique sub-saharienne. Cela indique 7% de travailleurs supplémentaires. Il faudrait créer plus de 300 million de nouveaux emplois dans les cinq prochaines années pour retrouver les niveaux de chômage de l'avant-crise.¹⁵

En conclusion : Le rétablissement mondial reste à un stade primaire. Il se produit lentement et restera probablement inégal. L'économie mondiale s'est développée mais le chômage et l'excès de capacités restent élevés, et l'augmentation de la demande peut rester stagnante pour plusieurs années dans les pays développés. Les marchés émergents tirent toujours sur la demande mondiale : le problème de la dette est également source de menaces mondiales. De nombreux pays ont été projetés dans un sentiment profond d'insécurité. La misère et la détresse ont augmenté pour beaucoup et partout. 0 l'aube de la deuxième décennie du 21^{ème} siècle, la répercussion de la crise à long terme n'est toujours pas claire.

Le monde manque peut-être encore d'opportunités pour une amélioration radicale du système multilatéral dû à l'inertie du système, y compris le rôle des intérêts divergents des « acteurs » principaux et influents du système. La crise mondiale nécessite le choix d'une nouvelle trajectoire dans la coopération multilatérale, bien plus urgente. Elle a révélé les nouveaux facteurs de risques, les dangers de la stagnation à long terme, ayant pour résultat du protectionnisme et des guerres commerciales. En même temps, elle a engendré un

¹⁵ Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies au Sommet Mondial en Septembre 2010

nouveau consensus intellectuel pour les actions collectives. La transformation de ce consensus en mesures pratiques ne dépend pas seulement de la sagesse collective, de la capacité et des engagements des pays. De nouvelles méthodes, plus efficaces, sont nécessaires pour une meilleure harmonisation des intérêts des acteurs principaux. Le rôle et les responsabilités des scientifiques sociaux, et en particulier des économistes, sont très importants à ce stade pour promouvoir non seulement une meilleure compréhension, mais aussi la gestion des problèmes économiques, politiques et sociaux complexes du monde de l'après-crise avec des solutions démocratiques et axées sur l'action.

Références:

- Aizenman, J. 2009a. Financial crisis and the paradox of under- and over-regulation, NBER Working Paper No. 15018.
 —. 2009b. On the paradox of prudential regulations in the globalized economy: International reserves and the crisis: a reassessment, NBER Working Paper No. 14779.
- Amess, K.; Wright, M. 2007a. "Barbarians at the gate? leveraged buyouts, private equity and jobs", in International Journal of the Economics of Business.— 2007b.
- Anonymous. 2009. Report of the commission of experts of the President of the UN General Assembly on reforms of the international monetary and financial system, Preparation for the UN Conference on the World Financial and Economic Crisis and its Impact on Development.
- Barbera, R. 2009. The cost of capitalism: Understanding market mayhem and stabilizing our economic future, McGraw Hill Professional, New York, USA.
- Bernanke, B. 2009. "The crisis and the policy response", speech, London School of Economics.
- Blanchard, O. 2009. "Cracks in the system", in Finance & Development, Vol. 45, No. 4, International Monetary Fund.
- Buiter, W. 2008a. Central banks and financial crises, paper presented at the Federal Reserve Bank of Kansas City Symposium on Maintaining Stability in a Changing Financial System.
- Cuomo, A.M. 2008. "No rhyme or reason: The 'heads I win, tails you lose' bank bonus culture" (New York State Attorney General's Office).
- Diamond, D.W.; Rajan, R. 2009. The credit crisis: Conjectures about causes and remedies, NBER Working Paper No. 14739.
- Eichengreen, B. et al. 2009. How the subprime crisis went global: Evidence from bank credit default swap spreads, NBER Working Paper No. 14904.
- Gozzi, J.C.; Levine, R.; Schmukler, S.L. 2009. Patterns of international capital raisings, NBER Working Paper No. 14961.
- Kashyap, A.K.; Rajan, R.G.; Stein, J.C. 2008. Rethinking capital regulation, Federal Reserve Bank of Kansas City Symposium on Maintaining Stability in a Changing Financial System.
- Krugman, P. 2009. "How did economists get it so wrong?", in The New York Times.
- Krugman, P. 2009. "The return of depression economics and the crisis of 2008" (New York, W.W. Norton).
- MTA Világ gazdasági Kutatóintézet, 2010: A globális válság: hatások, gazdaságpolitikai válaszok és kilátások. (Institute for World Economics of HAS: The Global Crisis, effects, responses in economic policies and perspectives. Budapest)
- Palley, T. 2009. Financialization: What it is and why it matters, IMK Working Paper.
- Philippon, T. 2007. Why has the U.S. financial sector grown so much? The role of corporate finance, NBER Working Paper No. 13405, revised Jan. 2008.
- Rodrik, D. 2009. Now's the time to sing the praises of financial innovation, available: http://rodrik.typepad.com/dani_rodriks_weblog/
- Simai, M. 2001 The Age of Global Transformations: The Human Dimensions. Akadémiai Kiadó, Budapest.
- Stiglitz, J. 2009. Testimony before the congressional oversight panel: Regulatory reform hearing, available at: cop.senate.gov/documents/testimony-011409-stiglitz.pdf [8 Nov. 2009].
- Taylor, J.B. 2009. The financial crisis and the policy responses: an empirical analysis of what went wrong, NBER Working Paper No. 14631.
- Turner, L.A. 2009. The financial crisis and the future of financial regulation, transcript of the Economist's Inaugural City Lecture, delivered 21 Jan. 2009.
- Turner, P. 2008. Financial globalisation and emerging market capital flows (Basel, Switzerland, Bank for International Settlements).
- World Bank, 2008, Lessons from World Bank Research on financial crises. Policy Research Working Paper No. 4779 (Washington DC)
- World Investment Report, 2010 UNCTAD Geneva.
- World of work report, 2009. The global jobs crisis ILO, Geneva
- Xinhua News. 2009. "20 million jobless migrant workers return home" : <http://news.xinhuanet.com/English/2009-02/02/>

*

Traduit de l'anglais par Julie Mauny

Contact : institute@southeast-europe.org
www.southeast-europe.org

© DKE 2010.